

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Insultes, provocations militaires et cyberattaques : l'agressivité de Moscou envers Paris redouble de vigueur

Depuis qu'Emmanuel Macron a expliqué ne pas exclure d'envoyer des troupes en Ukraine, la tension avec la Russie est montée de plusieurs crans. Et la France n'hésite plus à communiquer ou à répliquer, à l'appui de la nouvelle stratégie présidentielle.

Par Cédric Pietralunga, Philippe Ricard, Elise Vincent et Benoît Vitkine (MOSCOU, correspondant)

Publié hier à 05h13, modifié hier à 10h11 · Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Le président russe, Vladimir Poutine, le 20 mars, à Moscou. ALEXANDER ZEMLIANICHENKO / AP

Le rituel est en passe de s'imposer. Chaque jeudi, à l'occasion de son point presse hebdomadaire, le Quai d'Orsay dénonce l'agressivité de la Russie à l'égard de la France. « *Mensonge, instrumentalisation, manipulation : le régime du Kremlin poursuit sa fuite en avant* », constate l'un des porte-parole de la diplomatie française, Christophe Lemoine, ce jeudi 21 mars. « *Les institutions russes mentent de façon de plus en plus décomplexée, en témoignent les déclarations, ce mardi, du directeur des renseignements extérieurs russes sur l'envoi de soldats français en Ukraine* », insiste le diplomate. « *Nous ne nous laisserons ni tromper ni intimider* », conclut-il, alors qu'au même moment Emmanuel Macron et les dirigeants européens se retrouvent à Bruxelles pour un sommet largement consacré au soutien militaire à Kiev.

La virulence des autorités russes est montée de plusieurs crans depuis le début de l'année, singulièrement depuis que le chef de l'Etat a dit, le 26 février, ne pas exclure d'envoyer des troupes en Ukraine. Si les propos ont suscité une vive polémique parmi les alliés occidentaux de l'Ukraine, le président français cherchait à envoyer un signal à Moscou, en invitant les Européens à un « *sursaut* » dans leur assistance à Kiev, à l'heure où l'aide américaine est bloquée par le Congrès.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

La démarche a poussé Vladimir Poutine à brandir de nouveau la menace de frappes nucléaires, et suscité de nouvelles salves dans la guerre des mots que livre la Russie à la France. Emmanuel Macron

est « *un trouillard* », a lancé Dmitri Medvedev, numéro deux du conseil de sécurité, au sujet du récent report de la visite du chef de l'Etat en Ukraine. L'ancien président russe avait un peu plus tôt relayé la rumeur, colportée par un faux montage aux couleurs de la chaîne France 24, alléguant que Kiev projetait d'assassiner M. Macron lors de ce déplacement et d'imputer sa mort à Moscou – un deepfake relayé par des sites et comptes prorusses sur les réseaux sociaux. Mercredi, M. Medvedev a menacé, dans un tweet en français, les « *gallinacés du gouvernement* » français d'être « *découpés en morceaux par des parents furieux et des membres de l'opposition hargneux* » en cas d'envoi de troupes, et de morts, en Ukraine, rebaptisée « *Néonaziland* ».

Lire aussi |  [Emmanuel Macron persiste sur l'envoi éventuel de militaires en Ukraine, la plupart des alliés occidentaux prennent leurs distances](#)



Le supposé « complexe de Napoléon » d'Emmanuel Macron

Après avoir longtemps fait le dos rond, les autorités françaises ont décidé de répliquer, en dénonçant notamment les propos les plus orduriers. Jeudi, Piotr Tolstoï, le vice-président du Parlement russe, a ainsi jugé sur BFM-TV, dans une référence implicite au premier ministre Gabriel Attal, ouvertement homosexuel, que la France est gouvernée « *en partie par des pervers* ». Interrogé par le journaliste pour savoir si, à ses yeux, « *être homosexuel, c'est être spécial, voire pervers* », ce proche de Vladimir Poutine a répondu : « *Tout à fait.* » « *Piotr Tolstoï souhaite visiblement nous effrayer. Mais la seule réaction que suscitent ses outrances est au final l'indignation* », a réagi Christophe Lemoine.

Un autre épisode a été remarqué, celui des « *petits soldats* » remis le 19 mars à l'ambassade de France à Moscou, destinés à moquer la « *rhétorique belliqueuse* » d'Emmanuel Macron et son supposé « *complexe de Napoléon* ». A l'origine de l'initiative, le porte-parole de la garde nationale, une force de maintien de l'ordre créée par Vladimir Poutine et dirigée par l'un de ses proches, déployée en Ukraine dès les premiers jours de l'invasion. Dans son colis, outre des petits soldats pour enfants, des véhicules miniatures à l'effigie de cette unité.

Lire aussi le récit |  [Guerre en Ukraine : la métamorphose d'Emmanuel Macron, colombe devenue faucon](#)



Si l'anecdote est représentative du climat hostile qui règne côté russe, elle rappelle aussi la persistance de certaines lignes rouges. Alors que les médias russes se sont emparés de cette histoire avec gourmandise, leurs publications sur le sujet ont toutes été effacées au bout de quelques heures. Pour le média d'investigation en exil *Mojem Obyasnit*, ce nettoyage a été effectué à la demande de la garde nationale elle-même, et après que l'initiative eut suscité l'irritation du Kremlin. Tous les médias se sont exécutés, y compris le site du propagandiste de la Première chaîne Vladimir Soloviev, qui ne cesse pourtant, à longueur d'émission, de s'interroger, avec ses invités, sur la ville française qui doit la première recevoir une bombe atomique : Paris, Lyon, Marseille...

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

[Télécharger l'application](#) →

Ce ton hargneux transparait désormais dans les agences officielles. RIA Novosti allait, jeudi, jusqu'à reprendre dans une dépêche les moqueries postées par des internautes anonymes après la publication de photos montrant Emmanuel Macron pratiquant la boxe. Les critiques venant de France sont elles aussi systématiquement reprises par les agences russes, comme l'entretien accordé par Jean-Luc Mélenchon à France 3 le 17 mars, dans lequel le dirigeant de La France insoumise estime que « nous ne sommes pas en mesure de menacer la Russie ».

« La France est aujourd'hui un bouc émissaire »

La France est loin d'être le seul Etat pro-ukrainien ciblé. Elle reste même largement derrière le Royaume-Uni ou les Etats-Unis, d'autant que les réseaux de l'extrême droite américaine, qui soutiennent Donald Trump, se sont fait une spécialité de relayer en anglais les propos agressifs venus de Russie. Quelques jours avant que les petits soldats soient portés à l'ambassade de France à Moscou, des hommes masqués collaient devant la représentation de l'Union européenne des affichettes hostiles : y apparaissaient les visages de diplomates bruxellois en poste à Moscou déclarant, grâce à un montage, leur « haine de la Russie ». Le 20 mars, par ailleurs, c'est un journaliste espagnol, le correspondant d'*El Mundo* dans la capitale russe, qui était expulsé, avec vingt-quatre heures pour quitter le pays.

Mais, plus que les messages injurieux, c'est l'augmentation des opérations russes dans les domaines cyber et informationnel qui inquiète les autorités françaises. Depuis l'annonce faite le 14 janvier par M. Macron d'un envoi de missiles de croisière Scalp et de bombes à longue portée AASM à l'Ukraine, les attaques numériques russes sont quotidiennes, affirme-t-on au sein des armées. « *Les Russes ont une attitude extrêmement offensive dans les champs immatériels et ne montrent aucune limite*, assure une source militaire française. *Il y a une corrélation directe entre les déclarations du président de la République et les actions russes. La France est aujourd'hui un bouc émissaire.* »

Ces dernières semaines, les autorités militaires françaises ont dénoncé plusieurs manœuvres de désinformation. Le 24 janvier, elles ont détaillé une opération visant à faire croire qu'un groupe d'une centaine de mercenaires français avait été visé par une frappe russe à Kharkiv. Un site Internet « *directement piloté par le GRU [le renseignement militaire russe]* » et une association française prorusse étaient impliqués dans cette « intox », selon Paris. Le 19 mars, c'est une dépêche de l'agence russe TASS, affirmant qu'un « *contingent de deux mille soldats* » français s'apprêtait à être déployé sur le sol ukrainien, qui a été pointée du doigt. « *La Russie est déjà un peu en guerre avec les pays occidentaux*, estime le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées. *Elle mène une guerre informationnelle pour déstructurer nos sociétés.* »

Lire aussi |  [« Mercenaires français » tués en Ukraine : une opération de désinformation russe, selon Paris](#)



« Les Russes ne vont jamais trop loin »

Sur le plan cyber, les attaques se multiplient, elles aussi. Le 10 mars, le Réseau interministériel de l'Etat, qui raccorde l'ensemble des services publics sur le territoire national, a été l'objet d'une offensive d'envergure, obligeant plusieurs ministères régaliens à fermer leurs sites Internet. Selon les autorités, « *de forts soupçons* » pèsent sur un groupe de hackers russes.

Ces opérations n'ont pas forcément mis en péril les systèmes étatiques, « *mais elles sont devenues beaucoup plus visibles* », admettait il y a quelques semaines une source militaire française.

Notamment en ciblant ostensiblement des infrastructures publiques ou des entreprises de la base industrielle de défense comme Thalès ou le leader de la défense terrestre française, Nexter. Une véritable « cyberguérilla », comme la qualifiait, en janvier, la revue *Etudes françaises de renseignement et de cyber*. Les spécialistes craignent surtout qu'il ne s'agisse de ballons d'essai, destinés à préparer des attaques de plus grande ampleur, notamment lors des élections européennes du 9 juin ou des prochains Jeux olympiques, au moment où le monde entier aura les yeux rivés sur Paris. « *La vigilance sera extrême lors de ces événements* », promet-on à l'état-major.

Lire aussi |  [Comment la France a découvert une cyberattaque de haute volée et démasqué la Russie : extraits du livre « Espionner, mentir, détruire »](#) 

Enfin, au-delà des attaques cyber et informationnelles, les militaires français notent depuis quelques mois une augmentation de l'agressivité russe lors des interactions qu'ils peuvent avoir avec certaines de leurs unités. Le 22 février, le ministre des armées, Sébastien Lecornu, a révélé qu'« *un système de contrôle aérien russe [avait] menacé d'abattre des avions français en mer Noire alors que nous étions dans une zone internationalement libre* ». Selon l'état-major, il s'agissait d'un avion de surveillance de type Awacs, qui menait une « *mission d'appréciation de situation* ». Le ministre a également évoqué l'épisode d'un bâtiment de guerre russe venu ostensiblement mouiller en baie de Seine.

« *Nous sommes confrontés à une forme d'agressivité croissante, mais elle reste toujours sous le seuil de la conflictualité*, nuance un officier français. *Les Russes ne vont jamais trop loin et évitent toute action qui pourrait entraîner un conflit armé.* » Selon certains analystes, la multiplication des révélations d'actes hostiles russes correspond aussi à une politique de communication de l'exécutif français, qui a intérêt à dramatiser les enjeux, alors que les forces de Kiev reculent en Ukraine. « *Ces actions hostiles existaient déjà en 2021 ou en 2022*, explique François Heisbourg, conseiller à la Fondation pour la recherche stratégique. *En parler publiquement aujourd'hui permet d'habiller le changement de posture français, qui s'explique d'abord par le risque d'effondrement ukrainien et les déclarations de Donald Trump sur un abandon des pays européens.* »

Lire aussi |  [Emmanuel Macron prône un soutien sans « aucune limite » à Kiev, au risque de s'isoler sur la scène politique française](#) 

Cédric Pietralunga, Philippe Ricard, Elise Vincent et Benoît Vitkine (Moscou, correspondant)

Services Le Monde

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde